



Déclaration Liminaire CTL 10 Janvier 2019

Madame la Présidente,

Ce mardi 8 janvier, Monsieur Darmanin a annoncé le versement d'une prime exceptionnelle de 200 euros pour les agent-e-s formés sur le prélèvement à la source, soit 40 000 personnes. Est-ce un avant-goût de la prime au mérite voulue par le ministre?

Pour Solidaires Finances Publiques, l'alignement du régime indemnitaire des personnels des centres de contact sur celui des agent-e-s des Centres impôt service et cette prime exceptionnelle constituent de toutes petites avancées au regard des revendications des personnels tant sur le plan de la rémunération que des conditions d'exercice des missions

Et, le caractère exceptionnel et restrictif de la population concernée par cette dernière n'est pas acceptable au vu de la situation dégradée de la DGFIP, des conditions de travail de l'ensemble des agent-e-s et de la reconnaissance attendue.

Solidaires Finances Publiques exige l'ouverture de véritables négociations sur:

- une reconnaissance réelle en termes de rémunération (revalorisation du point d'indice) et de volume de promotions
- sur l'avenir de la DGFIP dans le cadre du programme CAP 2022.

Ce CTL convoqué ce jour sur le seul sujet suppressions d'emplois, n'est que la déclinaison locale des décisions prises lors du dernier Comité technique de réseau du 21 décembre 2018. Piloté par un gouvernement anti-fonctionnaire dont l'objectif est de décliner un plan quinquennal massif de 20 000 à 30 000 suppressions d'emplois, l'objectif de ce CTR, était d'officialiser le nouveau plan de suppressions d'emplois à la DGFIP.

Ce sont donc 2 130 nouvelles suppressions d'emplois, 2 130 chaises supprimées, 2 130 collègues en moins à la DGFIP.

Gérald Darmanin et Bruno Parent se gargarisent de ce plan social à minima , (pour cause de mise en place du PAS au 1er janvier) et ont d'ores et déjà annoncé une vague inédite de destruction d'emplois dès 2020, dans la mise en place effective du programme CAP22.

Ces 2130 suppressions d'emplois sont accompagnées dans le même temps d'une diminution drastique des budgets (métiers, informatiques et fonctionnement courant), et pour les agent-es d'une absence de revalorisation du point d'indice et d'une baisse importante de leur pouvoir d'achat.

Combien de mobilités forcées (géographiques et/ou fonctionnelles) seront occasionnées par les

multiples restructurations de la DGFIP et les massives suppressions d'emplois?

Notre administration qui se veut toujours plus exemplaire se doit aussi d'être exemplaire dans la reconnaissance du travail de ses agent-es !

En 2019, et comme c'était le cas les années précédentes, la DGFIP, pourtant socialement utile et budgétairement rentable, n'est toujours pas une administration prioritaire alors que l'actualité sociale de notre pays est marquée par une très forte demande d'équité et de justice fiscale.

Pour Solidaires Finances Publiques, l'équation faire toujours plus et mieux avec toujours moins est insoluble!

Pour mémoire, la DGFIP a détruit plus 24 000 emplois depuis 2010 - et plus de 40 000 emplois à périmètre constant (fiscal- gestion publique), depuis 2002, soit 30 % des effectifs !

Les premières victimes de ces destructions massives d'emplois sont à la fois les agent-e-s et les usagers.

Déshumanisation, démotivation, stress, mal-être au travail sont les conséquences constatées, connues mais ignorées de cette politique mortifère.

Toutes nos missions sont impactées.

Si la sphère du contrôle fiscal a pu sembler un temps épargné, elle a néanmoins subi de plein fouet les suppressions d'emplois dans les services de gestion et de programmation et vu fondre ses effectifs d'agents C et B.

Ces nouvelles suppressions d'emplois vont donc détériorer davantage les conditions d'exercice des missions et les conditions de vie au travail des agents.

Et ce n'est certainement pas la mise en place de l'observatoire de la veille sociale des risques psychosociaux ni la plateforme « pros-consulte » d'écoute et de soutien psychologique qui vont résoudre les difficultés rencontrées au quotidien par les agents.

Pour Solidaires Finances Publiques, avant de soigner la Malade DGFIP, mettons fin à son hémorragie et réinjectons de l'Humain!

En 2019, pour la Dircofi Nord ce sont 6 emplois supprimés: 2C, 2B et 2A (notons l'enrichissement de la catégorie A+ par la création d'un poste d'Idiv Expert)

Sont concernées par ces suppressions les brigades:

- de Beauvais et d'Evreux pour les agents C
- de La Madeleine (BV3 et 4) pour les agents B
- de La Madeleine (BV2) et de Rouen (BV 14) pour les agents A

Madame la Présidente, en supprimant des chaises laissées volontairement vides, peut-être pensiez-vous rendre ces 6 suppressions de poste indolores?

Il n'en est RIEN!

Tous les agents perçoivent la réalité de la situation et savent que ces suppressions vont nécessairement impacter leur quotidien, alourdir leur charge de travail, générer davantage de risques psychosociaux....

Les agents ont pleinement conscience que vous allez leur en demander toujours plus pour une reconnaissance toujours moindre (reconnaissance professionnelle véritable et reconnaissance

indiciaire)!

Et qu'en sera-t-il en 2020 lorsque le plan des suppressions d'emplois ne sera plus a minima?

Comment lutter efficacement contre la fraude et l'optimisation fiscale, comment remplir une mission de contrôle fiscal si on supprime les emplois d'agents techniciens?

Comment une administration peut-elle opérer sans agent?

Vous allez certainement nous asséner que des moyens informatiques considérables ont été octroyés à notre administration.....mais le constat est simple et rapide (et les agents ne cessent de le dénoncer): le réseau est constamment en syncope, l'assistance informatique difficile à obtenir et les applications métiers plus que « vieillissantes » deviennent inutiles dans la mesure où elles ne sont plus alimentées! Et, en CTL emplois, nous ne reviendrons pas sur les difficultés de programmation (data mining et autre MRV)

Pour Solidaires Finances Publiques, la suppression de postes de vérificateurs au sein d'une direction de contrôle fiscal n'augure rien de bon et corrobore nos inquiétudes quant au devenir de la mission contrôle fiscal et le devenir de ses agents.

Et ce ne sont certainement pas vos vœux purement politiques qui rassurent les agents.

En effet, après une année 2018 extrêmement difficile, les agents de la Dircofi nord attendaient autre chose de la part de leur directrice.